

# 7 APPELS À L'ACTION

## #1

**Favoriser l'adoption à tous les niveaux de stratégies participatives et intégrées fondées sur le droit des peuples pour s'attaquer aux inégalités structurelles liées aux systèmes alimentaires.** Mettre en place des processus et des plateformes de politiques qui reposent sur des principes de transparence, de participation inclusive et de partage du pouvoir. Cette approche permettra la création de politiques qui prendront en compte l'intérêt public et les aspects éthiques, et non plus uniquement des données factuelles.

## #2

**Soutenir la recherche fondée sur une approche systémique et tout particulièrement axée sur des objectifs écologiques, sanitaires et socio-économiques indivisibles.** Reconnaître l'existence de systèmes de connaissances et de savoirs multiples, et en tirer les enseignements, tout en incluant les peuples autochtones et le monde paysan qui ont depuis longtemps conscience de la connexion entre nos systèmes alimentaires, notre santé et notre planète. La compréhension holistique, interdisciplinaire et inclusive des conséquences liées à nos systèmes alimentaires constitue un enjeu fondamental en matière de bien commun.

## #3

**Identifier les répercussions environnementales, sociales et sanitaires associées aux politiques et pratiques relatives aux systèmes alimentaires, et utiliser ces informations pour justifier les prises de décisions.** Intégrer et accroître l'adoption de la comptabilité au coût réel (TCA), ainsi que d'autres outils et méthodologies d'étude d'impact dans le but d'atténuer les risques et de renforcer l'obligation de rendre des comptes. Ces mesures apporteront des recommandations transparentes et cohérentes aux gouvernements, aux investisseurs, aux paysans et paysannes, aux entreprises et autres parties prenantes.

## #4

**Rediriger les finances et les politiques budgétaires publiques vers des formes d'agriculture durables et bénéfiques pour l'environnement, la promotion d'une alimentation saine et le renfort de la résilience des communautés et de leurs moyens de subsistance.** Mettre un terme aux subventions et aux mesures d'incitation néfastes, en engageant des réformes stables et bien conçues grâce à une coopération renforcée entre gouvernements, paysans et paysannes, banques et entreprises, équipes de recherche et autres parties intéressées.

## #5

**Libérer le potentiel d'investissement dans les systèmes alimentaires durables, et harmoniser les intérêts des bailleurs de fonds philanthropiques privés avec ceux des acteurs nationaux pour des retombées positives plus grandes.** Écarter les flux économiques des philanthropes, des investisseurs, des banques et des organisations donatrices des pratiques préjudiciables et les rediriger vers des initiatives qui encouragent, accélèrent et amplifient la transformation des systèmes alimentaires.

## #6

**Créer des environnements favorables à l'essor de l'agroécologie et des approches régénératrices.** Garantir une approche systémique axée sur le rôle essentiel des institutions locales, des collectivités, des paysans et paysannes, des peuples autochtones et des femmes. Orienter les efforts sur la protection des droits des personnes et leur élargissement, et promouvoir la cohérence des politiques, ainsi qu'une gouvernance et une coordination efficaces. Intégrer la recherche et encourager l'investissement en matière d'infrastructure (par exemple, des routes, des écoles ou des marchés).

# 7 APPELS À L'ACTION

## #7

**Promouvoir des régimes alimentaires nutritifs à base d'aliments complets qui reposent sur des méthodes de production agroalimentaire durables et variées, adaptées aux écosystèmes locaux et aux contextes socioculturels.** Créer des environnements alimentaires positifs auxquels tout le monde peut avoir accès, et mettre en place des recommandations nutritionnelles ainsi que des moyens de contrôle sur les aliments ultra-transformés. Ces mesures favoriseront la transition vers un régime à base d'aliments complets, composés de protéines durables peu ou pas transformées, d'origine végétale, animale et marine, en particulier dans les pays où la consommation de viande et de gras saturé est élevée ou en augmentation, à des niveaux dangereux pour la santé humaine et la planète.